

# Le socialisme pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Livio Tedeschi – Fédération du Pas-de-Calais (62)

Dans les recompositions géopolitiques et économiques mondiales en cours, la France fait face à un choix décisif pour son avenir scientifique, industriel et éducatif. Il est de notre devoir, en tant que communistes, de placer l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) au cœur de notre projet de société. Remettre le socialisme au centre de notre Parti revient à accepter le besoin vital d'une recherche puissante pour penser et organiser la transition écologique et la réindustrialisation. Et à l'inverse, l'ESR a un besoin urgent de socialisme pour s'émanciper des logiques capitalistes.

## 1. Rompre avec un modèle occidental-centré à bout de souffle

Aujourd'hui, notre modèle scientifique, profondément occidental-centré, est en déclin structurel. La France, qui représentait près de 5 % de la production scientifique mondiale au début des années 2000, est tombée à un peu plus de 3 % aujourd'hui, glissant au 10e rang mondial. Ce décrochage s'accompagne d'une chute dramatique de nos dépôts de brevets, ramenant le pays à son niveau des années 1990.

Ce recul n'est pas seulement budgétaire, il est le fruit d'une politique délibérée de mise en concurrence. Une logique de concurrence qu'il ne faut pas pour autant blâmer par principe. Le Classement de Shanghai, apparu dans les années 2000, a imposé une concurrence féroce entre les établissements, déclenchant une course au gigantisme aveugle, à l'image des fusions universitaires comme celle d'Aix-Marseille. Les universités se font la guerre pour des financements privés et des brevets lucratifs, c'est un gaspillage de ressources. Pour revenir à la logique de concurrence, je préfère le terme « émulation » qui sous le socialisme est une forme de concurrence qui sert de filtre de qualité. La « victoire » d'un ou d'une scientifique ou d'un laboratoire sert à l'ensemble de la nation.

Sous l'impulsion de la loi Pécresse-LRU et du financement par projet, nos chercheurs sont désormais soumis à la logique destructrice du « *publish or perish* » (publier ou périr) et à l'évaluation permanente. L'Agence nationale de la recherche (ANR), avec des taux de succès souvent inférieurs à 20 %, oblige les équipes scientifiques à enchaîner les candidatures au détriment du temps de recherche, générant une précarité institutionnalisée. En Europe, ce modèle prend la forme d'une « coopération » : une injonction paradoxale à travailler en commun tout en étant en concurrence permanente pour l'accès aux financements. Ce paradoxe concurrentiel n'est autre que la conséquence de la financiarisation du capitalisme, dont le développement s'est construit sur les décombres de notre industrie.

La stratégie européenne dite « de Lisbonne » a vendu l'illusion d'une « économie de la connaissance » dématérialisée, détachée de la base productive et industrielle. Le résultat est sans appel : la France peine aujourd'hui à transformer ses résultats scientifiques en innovations industrielles concrètes. L'exemple des batteries pour véhicules électriques est frappant : bien

que notre recherche fondamentale soit performante, notre incapacité à industrialiser ces savoirs révèle une faille structurelle.

## 2. Que vive la planification socialiste

Face à ce constat, nous devons dépasser certaines postures défensives. Nous ne devons pas être dans une opposition de principe face aux partenariats entre l'université et le monde économique. L'avenir de l'innovation, de la transition écologique et de notre souveraineté réside précisément dans la mise en relation des savoirs académiques et de l'outil de production.

La théorie de la "Triple Hélice", formulée par Etzkowitz et Leydesdorff, démontre que le développement régional et l'innovation reposent sur les interactions dynamiques entre trois acteurs : les universités, les industries et l'État. Sous le capitalisme financier, ce triptyque a été dévoyé pour créer une "université entrepreneuriale" soumise aux besoins immédiats de rentabilité du privé. Mais sous l'analyse socialiste matérialiste, cette Triple Hélice prend un sens évolutif et devient un outil de souveraineté : l'État y retrouve son rôle de grand planificateur stratégique.

Cette théorie de la Triple Hélice, je me permets de la mettre en écho à l'apogée des débats sur la « nouvelle classe ouvrière » dans les années 1960. De nombreux sociologues sociaux-démocrates et gauchistes dont l'idée principale était que la classe ouvrière est assujettie à deux phénomènes extrémistes : l'embourgeoisement et la paupérisation. Dans son introduction à *Une nouvelle classe ouvrière* (1963), Pierre Belleville dénonce qu'en « affirmant que la classe ouvrière était dans une situation pire que jamais, le PCF voulait parer aux évolutions possibles et maintenir sa propre emprise ». Cette analyse se lit comme un projet. Pour les partisans de la fin de la « classe ouvrière » le groupe ouvrier matérialise une nouvelle étape de son histoire autant concernant l'organisation des luttes et que les revendications. Ils firent le pari de « l'émergence d'une nouvelle élite » qualifiée et consciente qui ne chercherait pas le renversement de la société capitaliste, mais plutôt une remise en question générale à l'échelle du lieu de travail. L'idée de la fin de la classe ouvrière était alléchante pour l'ensemble des anticommunistes de droite comme de gauche. En 60 ans le Parti a mené des combats contre la désindustrialisation, la société s'est vue privée de nombreux secteurs stratégiques publics et a vu son nombre d'ouvriers drastiquement chuter. Est-ce que cela a été bénéfique pour la France comme pouvaient le laisser entendre certains de ces auteurs ? Non. La classe ouvrière fut, pendant les années qui ont suivi le CNR, le fer de lance de la souveraineté de la France face à l'impérialisme américain, car sa place était celle du rapport de force dans les rapports de production. Cette classe ouvrière qui a perpétuellement rendez-vous avec l'histoire est le moteur du progrès face à au système capitaliste qui ouvre la voie à la montée de l'extrême droite.

Ce petit écart n'est pas sans utilité. Si je reviens au bilan des débats intellectuels auxquels fut assujettie la classe ouvrière française, c'est pour rappeler quelle est, quelle doit être, le poumon de notre Parti. Il est d'utilité progressiste et nationale de renforcer la formation des étudiants et étudiantes. Cela permettra de préparer la future classe ouvrière qui doit assurer la souveraineté de la France. Précisons ainsi que la théorie de la Triple Hélice est originellement libérale, elle ne gagne à être utile pour notre camp qu'à la condition qu'il y ait une visée planificatrice. A ce titre, l'exemple (ou plutôt contre-exemple) des recherches sur le thorium est très éloquent. Dès les années 1960, le laboratoire national d'Oak Ridge dans le Tennessee a mené des recherches qui ouvraient des perspectives inédites pour l'énergie civile. Pourtant, elles furent abandonnées

en 1969, non en raison de limites techniques, mais parce qu'elles ne répondaient pas aux priorités militaires de l'époque, notamment sur la production de plutonium.

Il ne s'agit plus de subventionner aveuglément le privé, mais d'arbitrer et de planifier ces interactions pour répondre aux besoins réels de la nation.

L'expérience cubaine, malgré un blocus criminel, nous prouve la force de ce modèle intégré. À Cuba, l'ESR n'est pas séparé de la production. Les étudiants effectuent des périodes de travail prolongées dans des entreprises publiques et des centres de recherche dès leur cursus, et l'État planifie les places universitaires en fonction des besoins réels des secteurs stratégiques (énergie, télécommunications, agriculture). C'est cette planification intégrée, alliant recherche, formation technique et industrie, qui a permis à l'île de développer un secteur biotechnologique de pointe et d'atteindre la densité de médecins par habitant la plus élevée au monde.

### 3. Les pôles déconcentrés proches des entreprises

Pour que l'ESR inspiré de la théorie de la Triple Hélice (vidé de son contenu libéral) soit efficace, il doit s'ancrer dans les territoires. Contre la logique de concentration métropolitaine imposée par les classements internationaux, notre Parti doit défendre avec force le développement de pôles universitaires décentralisés. À l'heure où 158 600 étudiants, soit seulement un peu plus de 5 %, sont inscrits en cycle ingénieur, il est d'une importance capitale de penser le renouveau dans un pays qui regorge de potentiel. Oui, le déclassement est là. L'intérêt pour le Parti est de le reconnaître pour mener à bien cette nouvelle bataille de l'éducation, dans l'optique certaine de mener une bataille de la production dans la même foulée.

Les sciences régionales s'appuient sur la "théorie de la Proximité" pour expliquer que l'innovation nécessite des liens étroits entre les acteurs. Cette proximité n'est pas seulement géographique ; elle doit aussi être cognitive (partage de compétences), organisationnelle, et sociale.

C'est à l'échelle locale, dans des écosystèmes physiques où se côtoient universités, collectivités territoriales, petites et moyennes entreprises (PME), que se créent les dynamiques d'innovation les plus fructueuses. Les PME constituent l'essentiel de notre tissu économique et possèdent un fort potentiel d'innovation qui est aujourd'hui négligé par les politiques étatiques. En soutenant des clusters locaux fondés sur la proximité, nous favoriserons le développement régional et la réindustrialisation des territoires abandonnés, tout en évitant le piège d'une recherche uniquement tournée vers les start-ups financières ou les multinationales.

C'est d'ailleurs en lien avec les besoins du pays que doivent être construites les universités de demain. En effet, l'État doit investir les espaces où il n'y a pas encore d'universités ou pas assez de places. Une véritable invitation à l'émulation locale et démocratique. Il s'agit de reconstruire conjointement là où le capitalisme a profondément détruit.

### 4. L'avenir est à la coopération scientifique internationale et solidaire

Enfin, la France doit tourner le dos au repli et à la guerre économique. Face aux défis transnationaux comme le changement climatique ou la transition énergétique, les

investissements dans les infrastructures de recherche sont devenus trop lourds pour qu'un pays agisse seul. L'avenir de l'ESR se trouve du côté d'une véritable coopération internationale, solidaire et durable.

Nous devons regarder vers les pays du Sud global et les BRICS+, qui sont en train de bâtir un nouveau système éducatif mondial qui ne demande qu'à être élargi. Depuis 2015, la création de la *BRICS+ Network University* organise des programmes conjoints de recherche et de formation dans des domaines stratégiques comme l'agriculture durable ou l'énergie, en se basant sur le développement mutuel plutôt que sur la captation asymétrique des cerveaux. Autre exemple, le réseau *SCO University* organisé au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui compte une centaine d'institutions. Ces dernières organisent la coopération universitaire eurasiatique avec des études autour de thèmes tels que l'écologie ou l'énergie.

Là encore, l'internationalisme médical et scientifique de Cuba montre la voie. Avec la création de l'École Latino-Américaine de Médecine (ELAM), Cuba a formé plus de 30 000 professionnels de santé venus de 122 pays. La qualité de la formation des médecins cubains est d'ailleurs reconnue en Occident, notamment en Italie où le président de la région de la Calabre a conclu un accord de coopération sanitaire avec Cuba. Par ses accords universitaires bilatéraux avec l'Afrique du Sud ou la Biélorussie, l'île organise des transferts technologiques réels, des co-entreprises publiques de biotechnologie et des recherches conjointes. Ces alliances prouvent qu'il est possible de concevoir la recherche comme un bien commun de l'humanité, orienté vers l'utilité sociale et la paix.

Camarades, notre projet communiste pour l'ESR doit être celui de la réappropriation publique de l'innovation. Un enseignement supérieur planifié, décentralisé au plus près des territoires, ouvert sur les actuels et futurs travailleurs et tourné vers la solidarité internationale. C'est à ce prix que nous bâtirons la société en marche vers le communisme.